



SUPPRESSION DE 3 POSTES EDUCATIFS A LA PJJ DU GARD : UNE PREMIERE AUX STEMO DE NIMES ET UEMO BAGNOLS SUR CEZE

UN CONTEXTE POLITIQUE SECURITAIRE

Le 25 août 2023, Gérald DARMANIN, alors ministre de l'intérieur, est venu à Nîmes dans un contexte dramatique suite au décès d'un enfant de 10 ans et d'un jeune adulte de 18 ans victimes du trafic narcotrafic du quartier Pissevin. Monsieur DARMANIN promettait, avec force, des moyens pour lutter contre le narcotrafic tout en soulignant l'importance de la prévention de la délinquance. Depuis, Monsieur DARMANIN est devenu Garde des Sceaux et ses engagements se confrontent à l'incohérence et à l'incompréhension.

SUPPRIMER DES POSTES EDUCATIFS DANS LE GARD : UNE FAUTE POLITIQUE, MORALE ET SOCIALE

C'est dans cette même ville, que nous apprenons la suppression de deux postes d'éducateurs PJJ et un poste d'éducateur sur le service de Bagnols-Sur-Cèze.

3 postes supprimés = 75 mineurs qui ne seront pas pris en charge. Ajoutons les mesures en attente et on obtient une centaine de mineurs qui seront sans suivi éducatif malgré les décisions judiciaires. Rappelons qu'un mineur non accompagné par la PJJ, c'est potentiellement un risque de récidive, d'insécurité pour lui comme pour la société dans son ensemble.

UNE POLITIQUE À CONTRE-SENS

Pour la CGT- PJJ, ces suppressions de postes vont :

- Dégrader la continuité du service public
- Dégrader les conditions de travail et de santé des agents
- Mettre en danger les mineurs et leur entourage
- Affaiblir la réponse éducative décidée par les juges

Le gouvernement affiche une volonté de fermeté tout en détruisant les outils de l'accompagnement, de la réinsertion et de prévention de la délinquance des mineurs.

On ne peut pas vouloir lutter contre la délinquance et affaiblir les conditions de travail de ceux qui assurent le suivi éducatif.

LA CGT-PJJ SUD DÉNONCE :

- Des choix incohérents, dictés par une logique comptable
- Le mépris du travail des professionnels de terrain
- Une politique qui met en danger les jeunes comme les agents

Nous exigeons le rétablissement immédiat des 3 postes d'éducateurs supprimés. Pour les mineurs, pour la justice, pour l'intérêt général et pour le service public ! MOBILISONS-NOUS, la CGT PJJ invite tous les agents du territoire à faire valoir son droit de grève et/ou à se rassembler **le vendredi 4 avril de 12h30 à 13h30 au TJ de Nîmes.**

L'éducation est un pilier de la sécurité, pas sa variable d'ajustement.